

Universidad Nacional 3 de Febrero (UNTREF)

**SEMINARIO: PROBLEMÁTICAS DEL SIGLO XXI**

Buenos Aires 18 de noviembre de 2013

Ecologia politica. El futuro de la humanidad y la tierra  
De l'imposture mondiale a l'alternative

Intervention de Riccardo Petrella

Professeur Emerite de l'Université Catholique de Louvain (B)

**Résumé**

L'intervention est structurée en deux parties:

✿ Le présent de l'humanité et de la terre: les enjeux majeurs.

L'imposture mondiale

✿ Propositions pour orienter notre devenir vers des objectifs

souhaités. L'alternative

L'imposture mondiale

L'enjeu de la nature de la "crise". L'ordre mondial de l'ère de la "globalisation" économique a tout déstabilisé, créant des désordres planétaires. Les groupes dominants essayent de convaincre l'opinion publique mondiale que la "crise" actuelle serait essentiellement "économique" et due principalement à des problèmes de croissance en Europe et aux Etats Unis, et à des problèmes de régulation de la finance et des marchés financiers. Réduire la dette publique et les dépenses publiques sociales (mais non pas les dépenses militaires ou celles destinées à soutenir les banques et les entreprises) est considérée la solution indispensable pour retrouver une "bonne" croissance mondiale. Les nouvelles "puissances économiques - le Brésil, La Russie, l'Inde et la Chine (les BRIC) - montreraient que la croissance économique mondiale existe et que l'on peut avoir confiance dans le système actuel pour assurer bientôt, à nouveau, la prospérité et le développement du monde entier. A cette fin, ils insistent sur la nécessité d'intensifier les processus bilatéraux et intercontinentaux de marchandisation et monétarisation de toute forme de vie et de libéralisation et privatisation du commerce et des investissements ( y compris les services et la connaissance). On pense à la nouvelle vague de traités et accords TTIP, TISA, TPTIP, CETA... Une imposture majeure. La "crise" concerne l'ensemble des fondements et des fonctionnements du système mondial généré au cours des

quarante dernières années. La "crise" constitue l'indicateur de sa faillite.

L'enjeu écologique-politique. En effet, ils minimisent le désastre climatique - malgré l'énorme rapport (octobre de cette année) dramatique de l'IPCC - en le dissociant du système économique. Ainsi, pour eux, les graves dévastations de la planète terre ( diminution de la biodiversité, désertification, déforestation, état des océans, dégradation des sols et problèmes de raréfaction de l'eau bonne et des produits alimentaires accessibles pour tous), sont réduits à une question de gestion des ressources naturelles, notamment énergétiques et, donc, d'organisation des marchés des émissions des gaz à effet serre.

Ce qui est plus grave - l' enjeu politique stricto sensu, ils montrent une incapacité structurelle à adopter les solutions, les programmes et les accords communs mondiaux capables de redéfinir un devenir partagé et "soutenable" pour tous, prétextant de la complexité des problèmes et des énormes divergences d'intérêts entre les pays et les puissances économiques et financières. Chacun pour soi , donc. Pas de nouvelle architecture politique mondiale coopérative conforme au monde des interdépendances. La compétitivité est présentée comme la solution la plus efficace. Voilà une autre imposture mondiale.

L'enjeu humain, de l'humanité. Malgré cela, la Banque mondiale et l'ONU annoncent que grâce à leurs politiques et à la croissance économique future, le monde parviendra en 2030 à éradiquer la pauvreté absolue: il n'y aura plus, affirment-ils, de pauvres extrêmes dans le monde "vivant" au dessous de 1,25 \$ par jour par personne, mais il y aura encore entre 2 et 3 milliards d'êtres humains avec moins de 2,50 \$ par jour par personne. Laissant à nos dominants l'amusement autour de chiffres fort ambigus et contradictoires ou qui ont peu de sens, rappelons qu'ils oublient entièrement de dire que au cours ces quarante dernières années les inégalités socio-économiques ont considérablement augmenté à travers le monde et à l'intérieur des pays et qu'elles continueront à accroître en absence de changements radicaux politiques et économique. Il faut arrêter les facteurs structurels générateurs des processus d'appauvrissement dans le monde. La pauvreté n'est pas un fait de nature mais le produit de sociétés injustes. La société du welfare a été démantelée, les droits humains et sociaux ont été réduits voire éliminés. Pour contrer les processus d'inégalités croissantes, les dominants prônent la liberté d'initiative et la responsabilité individuelle. alors qu'ils ne font que parler de la grande complexité et interdépendance du monde. Une autre "grande" imposture mondiale.

L'alternative

Il s'agit de construire les conditions pour que d'ici 20 ans plus de 8 milliards et demi d'êtres humains puissent vivre bien ensemble dans l'égalité face aux droits universels , dans la justice et la participation/coopération, dans la co-responsabilité et la sauvegarde des droits des autres espèces vivantes et du bon état écologique des systèmes de la Nature. On ne peut pas imaginer d'atteindre des tels objectifs par des reformes partielles, sectorielles, locales. Celles-ci sont importantes et nécessaires, mais insuffisantes. Les objectifs pourront être atteints par des interventions radicales, à la racine des enjeux, des problèmes et des solutions.

Il ne s'agit pas, par exemple, de programmer une autre croissance, une croissance "verte" ou un développement plus humain, plus social, plus "durable. Il est temps de 'oeuvrer' pour l'alternative à la croissance, l'alternative au développement. Il ne s'agit pas non plus de mieux réguler le système financier, mais d'une alternative à l'emprise profonde de l'argent et de la finance. La question n'est pas d'améliorer l'agriculture industrielle pour l'exportation, mais de re-inventer l'agriculture biologique, familiale, paysanne orientée vers l'alimentation, coopérative, libérée du vol de la vie par les brevets et par les bourses du blé, du riz, du maïs....

A cette fin, les chemins, longs et difficiles, à entreprendre devraient nous conduire vers:

- *la démonétarisation et la republicisation des biens et services communs essentiels et non-substituables pour la vie. à partir de l'eau, des semences, de la santé, de l'habitat/logement, de l'éducation et de la connaissance, et l'opposition aux traités et accords mentionnés qui, s'ils sont approuvés, mettront fin, de manière irréversible?, au rôle régulateur sociétal des pouvoirs publics, en particulier au principe de la souveraineté des peuples. Ce qui implique la conception et mise en place d'un nouveau "Pacte social mondial" établissant un système de sécurité sociale généralisé à l'échelle mondiale. Ce ne sera pas une tâche facile, si l'on tient compte de la faiblesse et de l'absence de traités et conventions mondiales en matière d'environnement, dont ci-dessus;;*

- *désarmer la finance en modifiant le système monétaire et financier qui a été mis en place à partir des années '70 et qui a élevé le capital, et l'impératif de la création de richesse pour le capital, à principe suprême de donneur de sens et à paramètre prioritaire de définition de la valeur de toute "chose", la personne humaine aussi. En Europe, pour faire un exemple, il est urgent de revoir le principe de l'indépendance politique de la Banque Centrale Européenne, constituant la seule institutions véritablement souveraine et indépendante des autres institutions de l'Union européenne ! Une anomalie perverse qui réduit en miettes le pouvoir de la démocratie. Sur ce chemin, il convient de re-inventer la fiscalité et, donc, le rôle du travail rémunéré en lui enlevant le caractère crucial et contraignant qu'il lui revient dans l'accès aux droits à la vie, grâce à la fiscalité publique progressive et redistribution fondée sur la valeur créé par le*

*travail rémunéré. Re-penser le lien entre travail et revenu est indispensable, surtout dans une société qui - affirme que son économie ne peut plus assurer le plein emploi;*

*- définir les éléments portants concrets d'une citoyenneté plurielle universelle et commencer un processus visant à "reconnaître" la citoyenneté plurielle universelle aux différents niveaux et formes des communautés humaines. C'est dans ce sens qu'on doit parler de ré-oxygéner la démocratie et la politique (*politeia*). La citoyenneté européenne est en soi plurielle (nationale et européenne) Un seul passeport ou une seule carte d'identité, "national(e)" mais valable sur l'ensemble du territoire de l'UE et pour le système de sécurité sociale, les élections du parlement européen...etc. Des communes, des villes pourraient octroyer une citoyenneté "communale" ou "urbaine" reconnue par d'autres communes et villes à l'intérieur et l'extérieur du pays...La démocratie locale pourrait être source de grandes innovations;*

*- enfin, last but not least, mettre fin aux armements et création dans chaque pays d'un service de protection civile. A cette fin, commencer le chemin à partir de son propre pays et puis à l'échelle des formations/unions continentales, en faveur du rejet de la guerre - moyen ouvertement inefficace mais meurtrier - de résoudre les conflits entre Etats et populations, et de la re-orientation des ressources financières militaires pour la sauvegarde de la nature et de la vie de la planète terre.*

En conclusion de l'intervention, on discutera de deux bifurcations majeures qui pourraient intervenir au cours des 20-25 années à l'échelle mondiale.

